

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/Q1/URY/5**

**G/SCM/Q1/URY/5**

21 avril 1997

(97-1722)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions du CHILI à l'URUGUAY<sup>1</sup>

La Mission permanente du Chili a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 avril 1997.

1. Veuillez préciser le sens de l'expression "produits primaires et non primaires" figurant à l'article premier de la législation uruguayenne.
2. Veuillez préciser si les dispositions de l'article 32 de la législation antidumping adoptée par l'Uruguay permettraient l'ouverture d'une enquête appuyée par des producteurs nationaux représentant un bas pourcentage de la production totale du produit similaire.
3. Veuillez préciser quels éléments sont utilisés pour déterminer les "conditions de concurrence", mentionnées à l'article 22 de la législation uruguayenne, afin d'évaluer de manière cumulative les effets des importations faisant l'objet d'une enquête.
4. S'agissant du montant du droit antidumping, veuillez préciser quelle disposition est prévue dans la législation antidumping en ce qui concerne l'imposition d'un droit qui soit égal à la marge de dommage et qui corrige seulement le dommage causé.
5. Veuillez donner des précisions sur la procédure suivie, conformément à l'article 54 de la législation, pour informer les parties intéressées des faits essentiels. Leur est-il remis un compte rendu écrit de l'audition? Les parties qui n'ont pas assisté à l'audition en reçoivent-elles un exemplaire?
6. Quelles sont, eu égard aux articles 15 et 16 de la législation et aux pratiques antidumping de l'Uruguay, les dispositions prévues en ce qui concerne les ajustements en fonction de la qualité du produit visé par l'enquête?
7. Veuillez donner plus de précisions sur la manière dont sont réalisées les enquêtes visées à l'article 107, s'agissant des producteurs ou exportateurs de pays qui n'ont pas exporté le produit pendant

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/URY/2.

la période couverte par l'enquête. Comment le respect des exigences en matière de transparence et de notification aux parties est-il garanti?

8. Quels sont les critères utilisés pour interpréter selon l'article 2.2 du Code antidumping la notion de "situation particulière du marché" de façon à ne pas considérer le prix intérieur dans le pays exportateur comme étant la valeur normale?

9. L'article 92 de la législation prévoit la restitution du surplus résultant d'un droit provisoire. Cette restitution est-elle ajustée en fonction des coûts financiers correspondants?

10. Au regard du paragraphe e) de l'article 37 de la législation, dans quelles conditions les utilisateurs industriels du produit faisant l'objet de l'enquête sont-ils considérés comme partie intéressée?